Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales

3 mars 2005
N°278 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

LA CRIMINALITÉ POST-CONFLIT EN AMÉRIQUE CENTRALE

L'extension de la Mara Salvatrucha

Pendant les guerres d'Amérique centrale, dans les années 80, les populations ont fui vers les États-Unis où elles sont devenues les proies des vendeurs de drogues du programme Iran-Contra, chargés précisément de financer ces guerres. Les jeunes drogués se sont organisés en bandes ethniques avant d'être expulsés massivement, dans les années 90, étendant ainsi leur mafia à l'Amérique centrale. La *Mara* rassemble aujourd'hui des centaines de milliers de jeunes désœuvrés.

page 2

Russie : l'omniprésence de la Freedom House

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

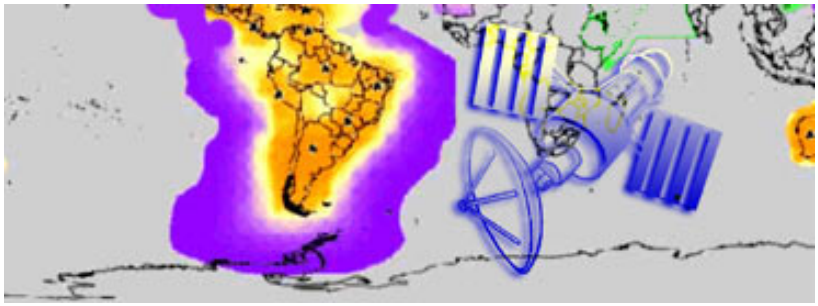
Après avoir signé en commun des textes condamnant la politique de Vladimir Poutine, préparés par la Freedom House de James Woolsey, il est temps pour les personnalités atlantistes signataires de rédiger des tribunes en leur nom propre reprenant ces arguments. Ils sont assistés dans cette tâche par le « partenaire » russe du think tank, le Comité Free Choice 2008 de Gary Kasparov dont l'audience médiatique ne cesse de se développer.

page 6

REPÈRE : 2 MARS 1974

Puig Antich, victime de la coopération franco-franquiste

Fondé par des militants libertaires et d'extrême gauche franco-espagnols (Jean-Marc Rouillan, Oriol Plate Sugranyes), le MIL (Mouvement Ibérique de Libération) se veut un mouvement de résistance armée au régime de Franco. Pratiquant la guerrilla urbaine et les actions spectaculaires non-sanglantes contre des symboles franquistes, le groupe est dans le colimateur du ministre de l'intérieur français Raymond Marcellin - qui échange régulièrement des informations avec la police franquiste. Sur la base de ces renseignements, le jeune militant anarchiste catalan Salvador Puig Antich est arrêté par la police politique espagnole en septembre 1973 et accusé du meurtre d'un policier - tué lors de l'échange de coups de feu avec les militants du MIL. Alors que les analyses montrent que le policier est mort victime d'un « *tir ami* », Antich est néanmoins condamné à mort en janvier 1974. Malgré de nombreuses manifestations et demandes de révision du procès inique, Salvador Puig Antich sera executé par garrot dans la nuit du 2 mars, à la prison de Barcelone. ■



TELESUR, UN « PROJET CONTRE-HÉGÉMONIQUE » DE TÉLÉVISION EN AMÉRIQUE LATINE

Annoncé le 1er mars 2005, son lancement est prévu pour le mois de mai prochain et sa diffusion par satellite couvrira l'ensemble de l'Amérique latine, depuis Caracas où sera situé son siège. Si le président brésilien Luis Lula da Silva et son homologue vénézuélien Hugo Chavez sont les principaux initiateurs de cet ambitieux projet, l'Argentine et l'Uruguay s'y sont également associés, dans le but de concurrencer sérieusement la CNN de Ted Turner et l'Univision de Gustavo Cisneros.

La section francophone du Réseau Voltaire tient particulièrement à féliciter Aram Aharonian, rédacteur de la section hispanophone Red Voltaire et directeur du magazine vénézuélien *Question*, qui vient d'être nommé directeur de Telesur. Il explique l'intérêt de la chaîne pour le continent : *« C'est un projet stratégique qui est né de la nécessité de donner une voix aux Latino-Américains au milieu d'un amas de pensée et image uniques émises par les médias commerciaux ; de l'urgence de nous voir de nos propres yeux et d'apporter des solutions adaptées à nos propres problèmes. Si nous ne commençons pas par là, le rêve de l'intégration latino-américaine se résumera à saluer le drapeau. »* ■

La criminalité post-conflit en Amérique centrale

L'extension de la Mara Salvatrucha

Pendant les guerres d'Amérique centrale, dans les années 80, les populations ont fui vers les États-Unis où elles sont devenues les proies des vendeurs de drogues du programme Iran-Contra, chargés précisément de financer ces guerres. Les jeunes drogués se sont organisés en bandes ethniques avant d'être expulsés massivement, dans les années 90, étendant ainsi leur mafia à l'Amérique centrale. La *Mara* rassemble aujourd'hui des centaines de milliers de jeunes désœuvrés.

Lire cet article en

Español

Le groupe mystico-criminel appelé *Mara Salvatrucha*, originaire du Salvador, est composé essentiellement de chômeurs originaires d'Amérique centrale. Après s'être implanté au Chiapas sans que les autorités mexicaines en charge de l'immigration en mesurent la portée politique, il se lance désormais à la conquête de l'Amérique anglophone.

Les représentants des gouvernements de l'Amérique Centrale et du Nord tiennent fréquemment des réunions d'urgence sur la sécurité, dans le but de

freiner la prolifération rapide de ces groupes. Il s'agit de gangs transnationaux essentiellement composés de jeunes d'Amérique centrale victimes du chômage, et désormais liés au crime organisé.

Le général mexicain Jorge Carrillo Olea, spécialiste en sécurité nationale, prévoit que bientôt la *Mara* se transformera en un phénomène touchant des dizaines de millions de désœuvrés émigrant de par le monde en essayant de se construire une vie, là ou c'est impossible « *à moins que nous ne nous libérions du libre-échangisme et de la globalisation* ».

Ces bandes de jeunes pauvres qui traversent les frontières jusqu'à Panama au sud et au nord jusqu'aux États-Unis, vont désormais jusqu'au Canada, prêtant leurs bras au trafic illégal d'armes et de drogues, participant ainsi de fait à un projet politique d'affaiblissement des frontières du Sud de la planète par le biais de la criminalisation des populations périphériques.
Les trafiquants et passeurs de main d'œuvre émigrée les utilisent pour terroriser, mutiler ou assassiner les émigrants qui ne payent pas leurs dettes. Ils arborent des tatouages en signe de reconnaissance et usent de signes sataniques, attestant ainsi de leur formation sectaire. Ces jeunes sont arrivés à un tel degré de déshumanisation qu'à plusieurs endroits, ils ont déjà adopté la méthode de la décapitation en guise de représailles.

Ce n'est pas là une mince affaire. Leur nombre est estimé entre 100 000 et 600 000 membres, selon différents médias. Quelques fonctionnaires aux États Unis, au Mexique et au Guatemala vont jusqu'à les considérer comme une menace pour la sécurité nationale.

Qui est responsable ?

Les néo-conservateurs et les racistes anti-immigrants profitent de la crise des *Maras* pour faire de la propagande autour de la thèse de Samuel Huntington, pour qui le principal ennemi des États-Unis est désormais hispanique, à la fois à l'intérieur et hors de son territoire. Le professeur Huntington de l'université de Harvard avait déjà répandu la croyance d'un prétendu inévitable « choc des civilisations » entre les musulmans et l'Occident.

Exaltant la peur, les cercles conservateurs diffusent l'idée selon laquelle les terroristes d'Al-Quaïda ont recouru aux *Maras* pour s'introduire aux États-

Unis. Selon un militaire états-unien connaisseur du sujet, la véracité d'une telle affirmation ne peut se vérifier.
Toutefois, les Huntingtoniens proposent la déportation en masse et la fermeture de la frontière Sud des États-Unis, pour commencer.

En Amérique centrale, la solution proposée serait plutôt d'infliger la peine de mort à tous les membres d'un gang. Mais une société qui ordonne l'exécution en masse de ses propres enfants - comme solution à la sauvagerie engendrée par ses propres politiques - peut-elle survivre ? Les experts de la question s'accordent à dire que les *Maras* sont composées essentiellement d'enfants. Selon une étude de mai 2004 effectuée par un experte anti-drogue du Salvador, 51,9 % des membres des *Maras* de ce pays ont entre 11 et 15 ans ; 2 % entre 7 et 10 ans ; les autres 49,6 % ont moins de 25 ans.

De fait, les *Maras* sont en partie les enfants du volet drogues de l'Iran/Contra de George Bush père. Les premiers gangs se sont d'abord formés vers le milieu des années 1980 à Los Angeles, Californie, parmi les fils d'un million de réfugiés appauvris qui fuyaient les guerres d'Amérique Centrale. La structuration en gangs existante à Los Angeles a poussé les jeunes Salvadoriens et Honduriens à fonder leur propre gang.
Durant ces années, sous le mandat de George H. Bush, le crack était introduit dans les ghettos des États-Unis, en commençant par les gangs de Los Angeles, pour créer un nouveau marché et des débouchés pour la cocaïne traitée par les réseaux secrets de l'Iran/Contra.

Quand les guerres en Amérique Centrale ont cessé au début des années 1990, et avec elles leur financement par le trafic de drogues, les États-Unis ont commencé un programme d'expulsion généralisée de ces jeunes membres de gangs vers leurs pays d'origine, des pays qui n'avaient rien à leur offrir et aucune capacité à gérer la délinquance. Les accords de « paix » en Amérique Centrale n'ont apporté aucun développement économique, mais plutôt le libre commerce et avec lui, le marché noir d'armes et les dizaines de milliers d'ex-guérilleros et de soldats au chômage qui ont grossi les rangs des trafiquants de drogues.

La globalisation a transformé l'Amérique Centrale en réserve de main d'œuvre bon marché pour les États-Unis. L'étranglement causé par la dette extérieure - dette qui n'a jamais servi à construire la moindre digue ou usine - a cannibalisé les économies, à tel point que la grande majorité des populations d'Amérique

centrale préfère tenter sa chance aux États-Unis à la recherche d'un emploi, aussi mal payé soit-il, afin d'envoyer de l'argent aux familles restées au pays. Ce sont ces politiques qui ont conduit le quart des Salvadoriens à émigrer aux États-Unis !

De même que la politique d'expulsions en masse des années 1990 a étendu la structure des gangs de Los Angeles à l'Amérique Centrale, les politiques de « tolérance zéro » adoptées par les gouvernements du Salvador et du Honduras dans les années 2002-03 ont exporté des milliers de *Mareros* au Guatemala, au Mexique et à nouveau aux États-Unis.

Faire appliquer la loi est nécessaire, mais tant que nous ne créerons pas des millions d'emplois autour d'un programme urgent de construction d'infrastructures en Amérique Centrale et aux États-Unis, des emplois qualifiés et source de fierté, il n'y aura pas de solution.

Le ministre de la Planification du Guatemala, Hugo Beteta, a déclaré en octobre au *Washington Post* que plus de la moitié des Guatémaltèques ont moins de 18 ans, et que la majorité d'entre eux a peu de chances de trouver un emploi. Ces jeunes ont deux alternatives : émigrer aux États-Unis, ou rejoindre les trafiquants de drogue, a-t-il conclu.

Gaston Pardo
Journaliste mexicain, spécialisé dans les questions internationales, pour la revue Bajo Palabra.

FOCUS

Russie : l'omniprésence de la Freedom House

Analyse

Dix jours après la ratification du traité constitutionnel par référendum en Espagne, Josep Borrell, président social-démocrate espagnol du Parlement européen se réjouit dans *El Periodico* de la grande semaine qu'a connu l'Union européenne et notamment de trois éléments qui lui semblent essentiels dans le renforcement de l'Union : le « oui » des Espagnols au traité constitutionnel, le soutien de l'Union européenne à la « révolution » orange de Kiev pour lequel Yushchenko est venu remercier le Parlement européen et la nouvelle politique de l'administration Bush vis-à-vis de l'UE. Pour M. Borrell le Traité constitutionnel, pourtant vendu par certain de ses défenseurs en France comme l'occasion de construire une Europe puissance autonome, est donc à analyser dans le même sens que la politique euro-atlantiste de containment de la Russie en Ukraine et la nouvelle politique de l'administration Bush visant à construire une politique étrangère commune atlantiste en Europe. Il espère même que le soutien de l'administration Bush à la construction européenne favorisera l'adoption du traité constitutionnel.

Toujours concernant ce traité, le ministre britannique des Affaires européennes, Denis McShane, se livre à un subtil exercice rhétorique pour rassurer les électeurs français sans dénoncer les orientations politiques de son gouvernement dans *Le Figaro*. Ainsi, pour lui, contrairement à ce qu'on pourrait croire, le traité constitutionnel n'est pas libéral et atlantiste, il s'agit de règles non partisanes. Cependant, il appelle de ses vœux une politique étrangère commune qui, si elle ne supplantera pas celle des États, permettra à l'Union européenne de parler d'une seule voix, et un modèle économique commun. Or, il estime que l'Ukraine de la « révolution » orange est un pays en direction duquel l'Union européenne doit avoir une position commune et il pose la politique économique de Tony Blair comme une exemple pour l'Europe. En

résumé, le traité constitutionnel n'est pas libéral ou atlantiste, mais une fois qu'il sera adopté, c'est bien cette politique que nous mènerons.

En France, le débat sur le traité constitutionnel est marqué par l'apparition de la question de la « directive Bolkestein » sur les services en Europe. *Le Figaro* publie deux points de vue de figures de l'UMP sur ce sujet. Pour le député souverainiste Jacques Myard, ce texte est révélateur de l'orientation de la construction européenne depuis quelques années : déposséder les États de leur possibilité de légiférer. Selon lui, si la France appelle à une refonte de ce texte c'est qu'elle craint qu'il n'ait un effet dévastateur sur le référendum sur le traité constitutionnel dont il est pourtant l'illustration des principes. En réponse, l'ancien Garde des sceaux, Jacques Toubon tente de noyer le poisson. Dans une tribune rédigée dans un jargon juridique et économique complexe, il s'efforce de minimiser les craintes que ce texte à inspiré tout en présentant son objectif comme nécessaire et en refusant de l'associer au texte du traité constitutionnel.

L'hebdomadaire français *L'Express* pose la question « Faut-il cesser de ménager Vladimir Poutine ? » à quatre figures de la politique internationale : Zbigniew Brzezinski, Bronislaw Geremek, Vytautas Landsbergis et Hubert Védrine. Le journal accompagne cette question d'un court éditorial qui dénonce la politique du Kremlin dans des termes proches de ceux développés par l'équipe de James Woolsey via ses think tanks la Freedom House et la Foundation for the Defense of Democracies.
Zbigniew Brzezinski, pourtant signataire du récent appel de Freedom House condamnant la politique de Poutine, élude la question et préfère expliquer sa vision de la politique vis-à-vis de la Russie et ses objectifs à long terme. Selon l'ancien conseiller de sécurité national de Jimmy Carter, il faut intégrer la Russie progressivement dans le grand ensemble euro-atlantique, et pour cela, l'intégration de la Géorgie et de l'Ukraine est une première étape. Ce que l'auteur ne précise pas dans ce texte, mais qu'il a déjà présenté de façon explicite dans d'autres tribunes, est qu'à moyen terme, cet objectif passe par une encerclement de la Russie afin de l'empêcher de retrouver un statut de puissance autonome et donc une mise en échec de la politique actuelle du Kremlin.
L'ancien ministre des Affaires étrangères polonais, Bronislaw Geremek, signataire de l'appel des 115 atlantistes contre Vladimir Poutine, plaide pour sa part en faveur d'une politique étrangère européenne commune orientée contre la politique russe dans la région. Il préconise cependant un « dialogue critique » avec Vladimir Poutine.
L'ancien président lituanien Vytautas Landsbergis, lui aussi signataire de l'appel des 115 atlantistes contre Vladimir Poutine, tiens à faire profiter les lecteurs de son « expérience » d'ancien citoyen soviétique pour analyser la politique de Moscou. Selon lui, la Russie avance à visage couvert, mais veut retrouver une politique expansionniste dans les anciens pays soviétiques et même faire entrer l'Europe occidentale dans son orbite en employant l'antiaméricanisme et une « diplomatie énergétique ».
Seul intervenant à n'avoir pas signé l'un des appels contre Poutine à participer à ce « débat », Hubert Védrine rejette la question telle qu'elle est posée. Il répète son opposition à la politique russe en Tchétchénie et demande que les gouvernements occidentaux restent attentifs à la politique énergétique et à l'action judiciaire de la Russie dans les affaires économiques. Toutefois, il se

refuse à voir une dérive autoritaire dans le reste de l'action du président russe. Selon lui, il faut laisser la Russie décider des nationalisations ou des privatisations dans le secteur énergétique et par qui sont administrées les régions. Le texte de l'ancien ministre français des Affaires étrangères apparaît surtout comme une caution de pluralisme dans un dossier destiné à valider l'image de la Russie véhiculée par Freedom House

Cet argumentaire est repris par le « partenaire » russe de ce think tank : Le comité Free Choice 2008. Organisation apparue médiatiquement il y a un an derrière le champion d'échec Gary Kasparov et dont l'écho est de plus en plus grand.

Ainsi, l'ancien député russe et dissident soviétique Sergueï Kovalev dénonce un retour au soviétisme en Russie dans *Novyie Izvestia* tout en rejetant la possibilité d'une union de ses anciens amis politiques du parti Iabloko et du SPS, deux partis soutenus financièrement par l'ancien oligarque Mikhail Khodorkovsky. Pour lui, l'alternative à Vladimir Poutine pourrait se trouver en Gary Kasparov, le président du Comité Free Choice 2008. De son côté, la journaliste et membre du Comité Free Choice 2008, Anna Politkovskaïa, dénonce dans *Der Tagesspiegel* ce qu'elle considère être la passivité de l'Allemagne face aux dérives autocratiques russes et la guerre en Tchétchénie. Elle dénonce le caractère mercantile de la politique de Gerhard Schröder et appelle à une politique plus agressive face à Moscou.

L'ancien ministre britannique, David Howell s'effraie de ces appel et développe une approche réaliste. Il estime qu'en attaquant la Russie les pays occidentaux ne font que pousser Moscou à se détourner de l'Europe et à se chercher des alliés à l'Est, ce qui pourrait avoir de graves conséquences pour l'Europe sur le plan énergétique à terme. Cette politique est d'autant plus contestable qu'elle se fonde sur des exagérations concernant les dérives autoritaires de la Russie. Mieux vaut donc organiser un dialogue avec la Russie que de chercher l'affrontement.

Réseau Voltaire

Josep Borrell

Ancien député espagnol, secrétaire général du PSOE et ministre espagnol de l'Industrie et de l'Environnement, Josep

« L'Europe se renforce »

Source : El Periodico
Référence : « Europa se fortalece », par Josep Borrell, *El Periodico*, 1er mars 2005.

Depuis le 20 février, la scène européenne a vécu une semaine spécialement intense. L'Espagne a ratifié le projet de constitution européenne dans le premier des dix référendums qui vont avoir lieu dans les deux prochaines années en Europe, George W. Bush est venu rendre visite aux institutions européennes à Bruxelles et Viktor Yushchenko est venu faire un discours devant le Parlement européen pour affirmer la volonté forte de son pays d'intégrer l'Union

Borrell est président du Parlement européen.

européenne.
L'Europe était attentive au résultat du référendum espagnol et personne ne croyait qu'il serait remporté avec un taux aussi fort (76,6 %), un taux encore supérieur à celui des eurodéputés (74 %). Les dirigeants européens rassemblés autour de Bush à Bruxelles furent unanimes dans leur félicitation, même si certains critiques et eurosceptiques ont tenté de mettre en avant le faible taux de participation pour déprécier ce résultat. Pour nous, l'Europe représente l'ancrage à la démocratie, le développement économique et la solidarité.
Toutefois, sur les référendums, on voit toujours se greffer des questions qui ne sont pas opposées et le " non " dans les banlieues aisées autour de Madrid est sans doute la manifestation d'une opposition à José Luis R. Zapatero. Malgré l'abstention, il faut prendre ce résultat comme la manifestation d'une approbation massive à l'intégration européenne.
L'Europe a ouvert des négociations avec la Turquie, alors pourquoi refuser de les ouvrir avec l'Ukraine ? C'est le sens de la venue de Viktor Yushchenko au parlement européen à Strasbourg. Il a rappelé à cette occasion que c'est la pression de l'Europe qui a permis l'émergence d'une Ukraine libre et démocratique. La révolution orange est la conséquence de la volonté démocratique des Ukrainiens et de l'action des Européens.
Nous devons également nous réjouir de la nouvelle approche de l'administration Bush face à l'Union européenne. Espérons que cette attitude favorisera la ratification du traité.

Denis MacShane

Denis MacShane est ministre britannique travailliste des Affaires européennes.

« Dire oui à la France, donc oui à l'Union »

Source : Le Figaro
Référence : « Dire oui à la France, donc oui à l'Union », par Denis McShane, *Le Figaro*, 28 février 2005.

Le correspondant à Bruxelles d'un grand quotidien français m'a appelé il y a quelques mois pour me dire que les Britanniques avaient gagné sur toute la ligne concernant l'Europe : un président de la Commission européenne libéral et atlantiste, un des meilleurs portefeuille pour Peter Mandelson, un triomphe de l'Anglais dans les institutions européennes et une constitution qui sert les intérêts britanniques. Ce qui est amusant est que la presse britannique dit exactement l'inverse et elle estime que cette constitution consacre la domination franco-allemande au sein de l'Union européenne.
En réalité, cette Constitution n'est ni britannique ni française, elle n'est pas partisane et elle sera ce que nous en ferons. Pour commencer, ce n'est pas une Constitution, c'est un traité. Un traité qui permet à vingt-cinq États souverains de réaliser ce que 2 500 ans d'une histoire conflictuelle avaient fini par rendre presque inimaginable : établir la paix en Europe mais aussi partager des droits et accepter des responsabilités communes. Ce processus inédit fait l'admiration du reste du monde. Le traité constitutionnel scelle en effet un mode original de relations entre les États, qui laisse la nation au cœur du projet européen. La

Constitution française restera donc en vigueur et c'est la Chambre des communes qui continuera de voter la loi fiscale et de décider si la Grande-Bretagne doit ou non s'engager dans un conflit. Chaque État restera maître de sa politique étrangère, mais les États sont désormais conscients que leur politique est d'autant plus efficace qu'elle est décidée en commun par les États membres de l'Union. La voix du futur ministre des Affaires étrangères de l'Union portera plus que celle des ministres de chaque nation, lorsqu'il exprimera des positions communes sur les Balkans ou l'Ukraine. En outre, la Constitution de chaque pays reste une norme supérieure à celle du traité. La grande réussite de la construction européenne est d'avoir entraîné une renaissance des valeurs et identités des nations d'Europe et non leur affaiblissement.

Je sais qu'il nous reste des problèmes à résoudre, mais nous devons nous débarrasser du défaitisme et du cynisme que les opposants à l'Europe, de droite et de gauche, cherchent à diffuser. Dire non et condamner ainsi l'Europe à rester enserrée dans un cadre juridique aujourd'hui dépassé serait absurde, de même que dire non pour provoquer une hypothétique "crise salutaire". Mieux vaut examiner les avantages de ce traité qui nous donne un nouveau président du Conseil. Si M. Prodi et certains commissaires étaient réservés vis-à-vis de ce traité, c'est précisément parce qu'il est une application directe de la théorie de la séparation des pouvoirs de Montesquieu : des représentants de gouvernements élus décident de la politique à mener et la Commission l'exécute. Le texte renforce également les pouvoirs du Parlement européen et ceux des Parlements nationaux, qui seront systématiquement consultés sur les textes législatifs européens. Cela développera le contrôle démocratique de l'Union européenne. Une fois ce texte approuvé, il sera temps de mettre fin à 15 ans de débats institutionnels et de revenir à l'Europe de Monnet et Schuman, celle qui a rétabli la prospérité économique et jeté les bases de la justice sociale. L'Europe sociale ne peut s'accommoder du chômage de masse. Depuis que Tony Blair a pris les rênes du gouvernement en 1997, un emploi a été créé toutes les trois minutes en Grande-Bretagne. C'est cette Europe du retour à l'emploi que nous voulons.

Jacques Myard

Ancien diplomate, Jacques Myard est député français UMP des Yvelines, maire de Maisons-Laffitte et

« "Bolkestein", le divin piège ! »

Source : Le Figaro
Référence : « "Bolkestein", le divin piège ! », par Jacques Myard, *Le Figaro*, 1er mars 2005.

La "directive Bolkestein" vient de retentir tel un coup de tonnerre chez les défenseurs du traité constitutionnel, qui sont affolés car cette directive met en évidence la réalité de la construction européenne ou, plus exactement, de sa dérive que les souverainistes dénoncent avec justesse. Ce texte vise à établir un cadre juridique qui supprime tous les obstacles à la liberté d'établissement des prestataires de services et à la libre circulation des services entre les États membres. Contrairement à ce qu'on a dit, il ne s'agit pas du fruit d'un

président du Cercle Nation et République. Il est l'un des 47 députés cosignataires d'une proposition de loi visant à rétablir la peine capitale à l'encontre des terroristes.

dysfonctionnement de la Commission Prodi : c'est l'expression de la logique de cette commission. Ce texte a d'ailleurs reçu le soutien de l'ensemble des États européens qui ont approuvé le rapport de la Commission intitulé "Une stratégie pour le marché intérieur" (décembre 2000) et des commissaires Michel Barnier et Pascal Lamy.

Ce texte s'inscrit dans le dogme du tout-concurrence qu'on retrouve dans de nombreux traités et notamment le traité constitutionnel qui confère des pouvoirs propres à la Commission en matière de concurrence. Mais il s'inscrit surtout dans le cadre de la réalisation du marché intérieur et de la suppression de tout obstacle à la libre circulation des personnes, de leur droit d'établissement et de la libre circulation des biens et services. Contrairement à ce qu'on entend, ce texte ne viole pas le principe de subsidiarité, il est parfaitement conforme aux droits "abandonnés" et transférés à l'Union européenne par les États. Le roi est nu !

Mais, au-delà des transferts de compétences, ce texte est révélateur des conséquences du mécanisme du passage systématique à la majorité qualifiée. La France n'aura plus les moyens de défendre ses spécificités sociales et les professions organisées en ordre vont voir le droit qui les régit passer sous la toise de la libre concurrence. La France n'a plus la minorité de blocage pour s'y opposer. Le roi est nu une deuxième fois ! La France ne peut plus rien, hormis crier qu'il faut revoir ce texte dans la perspective du référendum. L'Allemagne, qui a compris le risque de rejet du texte, est venue à son secours en demandant également une modification profonde du texte. A l'évidence, Paris et Berlin vont tout mettre en œuvre pour faire oublier ce fâcheux "avatar" qui révèle leur impuissance à maîtriser le système. Mais rassurez-vous, en juillet, la Grande-Bretagne présidera l'Union et reprendra le texte pour le faire adopter, quitte à porter quelques modifications si cela se révèle nécessaire. Cela ne fait aucun doute ! Si le traité constitutionnel est adopté, le processus mis en œuvre par la directive Bolkestein sera démultiplié. Ce texte est un "divin piège", mettant à nu la réalité du projet de traité constitutionnel que ses tenants présentent sous un jour lénifiant, alors même qu'il dépossède complètement les États de leurs compétences et contraint les Français à abandonner leur modèle de société.

Jacques Toubon

Ancien ministre français de la Culture (1993-1995) et de la Justice (1995-1997), Jacques Toubon est député européen.

« L'urgence d'un texte utile »

Source : Le Figaro
Référence : « L'urgence d'un texte utile », par Jacques Toubon, *Le Figaro*, 1er mars 2005.

Il est nécessaire de rédiger une directive organisant le marché européen des services, mais il ne faut pas qu'au nom de cette nécessité on adopte un texte qui remette en cause les équilibres nécessaires à la cohésion sociale de nos sociétés. En fait, compte tenu de la complexité du texte adopté par la Commission, on ne peut y adhérer ni le rejeter complètement. La proposition de directive comprend deux volets. En effet, selon cette proposition, d'une part l'application du droit du pays d'origine assurerait la liberté de circulation des services et, d'autre part, la suppression des réglementations nationales dans le droit du

pays d'accueil contribuerait à la liberté d'établissement.
La directive se contente souvent de légaliser la jurisprudence de la Cour européenne, c'est à dire de généraliser en règle ce qui est le fruit du cas par cas et cela peut aboutir à une "déréglementation brutale", pour des secteurs économiques entiers, qui n'est pas souhaitable. Il faut donc exclure certaines professions et secteurs, en particulier les services audiovisuels, les professions juridiques réglementées et les jeux et loteries. Il ne faut cependant pas rejeter par principe les mesures de cette directive, à condition toutefois qu'au préalable on réalise une harmonisation des législations nationales. C'est là que se situe la question politique essentielle que pose cette proposition : l'objectif de l'UE est-il de construire l'Europe en tant qu'entité politique ou bien simplement d'organiser le marché unique et la libre concurrence ? Sur cette question, le choix de la France est clair : nous voulons construire un droit européen fondé sur l'harmonisation et la coordination des droits internes et pas seulement faire table rase de tout ce qui existe pour permettre le libre-échange. Nous demandons, contrairement à la proposition de directive, que soit appliquée la méthode communautaire traditionnelle : une harmonisation minimale ou optimale avant l'application d'une clause de marché intérieur.
Il ne faut pas diaboliser le texte et nous devons nous souvenir qu'il a un champ d'application restreint. Il serait bon cependant de réécrire et de préciser les gardes fous qui s'appliquent à cette directive, faute de quoi le risque de dumping social ou environnemental se matérialisera effectivement. La proposition prévoit dans son article 3 que la nouvelle directive "n'exclut pas" l'application d'un certain nombre d'autres textes sectoriels préexistants. Cette disposition est illusoire. Il convient de la rédiger de manière impérative si l'on veut vraiment préserver l'application des règles existantes. La confusion entretenue entre des dispositions qui se chevauchent, des dérogations sur des dérogations, des exclusions d'exclusions (par exemple pour les fonds de pension) et des définitions fort imprécises nous amènent à craindre que la portée réelle de la future directive ne soit en réalité déterminée davantage par l'interprétation du juge que par le texte lui-même. On aboutirait ainsi, dans de vastes domaines de l'activité économique, sociale et culturelle, à un véritable "gouvernement des juges". Or, c'est le contraire de ce que nous souhaitons et cela conduirait nos citoyens à rejeter l'Union européenne.
Le marché intérieur des services est nécessaire, il est de l'intérêt de l'Europe et de la France, mais il ne doit pas se résumer à faire table rase des traditions, des préférences collectives et des législations nationales qu'elles traduisent. Le Parlement européen doit donc prendre le temps de reconstruire la proposition de directive en se basant sur un champ d'application indiscutable, dans sa dimension et dans sa définition, sur une harmonisation minimale ou optimale, par types de secteurs, sur une simplification des réglementations des États membres dans la limite de l'intérêt général tel qu'il est reconnu par la jurisprudence.
J'adjure la Commission Barroso de ne pas baisser les bras devant l'hétérogénéité et la complexité de l'Europe élargie. Pour réaliser le marché libre des services, il ne s'agit pas de balayer, mais de construire. Nous refusons une directive dangereuse, nous devons écrire une directive utile pour l'Union européenne.

Zbigniew Brzezinski

Zbigniew Brzezinski fut conseiller de sécurité nationale du président Carter et directeur exécutif de la Commission Trilatérale. Il est membre du Center for Strategic and International Studies. Il a notamment publié *Le Grand échiquier*.

« Tenir compte de la nostalgie des élites »

Source : L'Express
Référence : « Tenir compte de la nostalgie des élites », par Zbigniew Brzezinski, *L'Express*, 28 février 2005. Cette tribune fait partie d'une série de quatre textes sur la question « Faut-il cesser de ménager Vladimir Poutine ? ».

Pour avoir une politique efficace vis-à-vis de la Russie, les occidentaux doivent tenir compte de son histoire. Après la chute de l'URSS, la Russie a connu une période d'euphorie démocratique qui a débouché au chaos. Actuellement, la Russie s'efforce de rétablir un certain niveau d'ordre sociopolitique sans retourner au totalitarisme communiste, mais sans pour autant embrasser véritablement l'ordre libéral et démocratique occidental. Malheureusement cette phase de consolidation et de rétrogradation est menée par une élite politique autour de Vladimir Poutine, qui constitue le dernier vestige de l'ancienne nomenklatura soviétique, et trouve son origine parmi les fleurons du KGB. Rien d'étonnant donc à ce qu'on trouve chez eux une nostalgie du statut de grande puissance de l'URSS.

Cette classe dirigeante vit mal le fait que la Russie ne soit ni capable d'être un empire, ni même prête à devenir une véritable démocratie européenne. Pour apprécier la vraie stature mondiale de la Russie, il faut constater ce qu'elle a donné pour aider les victimes du tsunami : un million de dollars, 60 fois moins que la contribution française, près de 2000 fois moins que l'ensemble de l'Union européenne.

L'Occident devrait se concentrer sur une politique qui confronte la Russie à la seule option possible pour son avenir : s'accommoder de la réalité européenne, ou prendre le risque de se placer, elle-même, dans une position de faiblesse et d'isolement. En acceptant l'intégration de l'Ukraine et de la Géorgie dans le système euro-atlantique, la Russie doit comprendre qu'elle facilitera ainsi sa propre inclusion future dans un système européen élargi.

Bronislaw Geremek

Bronislaw Geremek est membre fondateur du syndicat Solidarnosc

« Ne pas encourager sa politique autoritaire »

Source : L'Express
Référence : « Ne pas encourager sa politique autoritaire », par Bronislaw Geremek, *L'Express*, 28 février 2005. Cette tribune fait partie d'une série de quatre textes sur la question « Faut-il cesser de ménager Vladimir Poutine ? ».

On assiste en Russie au retour des méthodes autoritaires de gouvernement. On l'observe en Tchétchénie, dans l'affaire Yukos et dans le sort réservé aux médias. Face à ces dérives, l'Union européenne doit adopter une attitude sans ambiguïté

(proche conseiller de Lech Walesa), ancien ministre des Affaires étrangères polonais (1997-2000) et directeur de la Commission des affaires étrangères du Parlement de Pologne. Il est actuellement député de Pologne et professeur au Collège d'Europe de Natolin. Il siège également dans divers organismes tels que le Council on Foreign Relations, l'International Crisis Group et la Commission on Human Security (Genève). Il fut administrateur du Committee for the Liberation of Iraq. Il est signataire de l'appel des 115 atlantistes contre Vladimir Poutine.

et rappeler les valeurs fondamentales auxquelles la communauté internationale est attachée. Il ne faut pas considérer la Russie comme un pays à part, auquel ne s'appliqueraient pas ces règles universelles. Mais sa politique n'est pas jugée de la même façon que celle des autres pays. Nous devons mettre au point une politique commune vis-à-vis de la Russie, qui doit être lancée dès le prochain sommet UE-Russie.

Il ne faut cependant pas rompre le dialogue avec la Russie, mais il ne faut pas laisser croire à une fausse intimité ou présenter Vladimir Poutine comme un leader démocratique. Il faut regarder en face la façon dont la Russie provoque l'instabilité au Haut-Karabagh, en Transnistrie ou en Abkhazie. Il faut que l'Europe parle d'une seule voix, comme elle l'a fait pour l'Ukraine quand la Russie a appliqué une politique héritée de la tradition soviétique. Il faut un dialogue politique fondé sur la franchise et la vérité. C'est une condition indispensable si l'on veut que ce dialogue soit efficace.

Vytautas Landsbergis

Musicologue de formation, Vytautas Landsbergis est ancien président de Lituanie. Il est député européen lituanien, membre de la Fondation de service politique (Paris) et fut administrateur du Committee for the Liberation of Iraq. Il est signataire de l'appel des 115 atlantistes contre Vladimir Poutine.

« Les Occidentaux auraient dû ouvrir les yeux plus tôt »

Source : L'Express
Référence : « Les Occidentaux auraient dû ouvrir les yeux plus tôt », par Vytautas Landsbergis, *L'Express*, 28 février 2005. Cette tribune fait partie d'une série de quatre textes sur la question « Faut-il cesser de ménager Vladimir Poutine ? ».

Les gouvernements et les chefs d'État des pays démocratiques sont trop indulgents envers le président russe et son régime, menant une politique à deux vitesses qui les amène à bien mieux traiter la Russie que la Biélorussie, bien que les différences entre ces deux pays soient peu marquées. Il s'agit de deux régimes non démocratiques qui n'hésitent pas à employer des moyens criminels pour parvenir à leurs fins. La Russie n'hésite pas à recourir au terrorisme à l'extérieur de ses frontières - récemment, au Qatar, deux agents secrets russes ont été condamnés pour le meurtre de Zelimkhan Iandarbiev, l'ancien président des séparatistes tchétchènes - comme à l'intérieur de son territoire. Ce n'est pas rendre service à la Russie que de se taire.

Les Occidentaux n'ont pas vu à quel point les prétendus "réformateurs" étaient en réalité les tenants d'une mentalité rétrograde issue de la "culture" des services secrets d'un pays totalitaire. Les interventions de la Russie lors de l'élection présidentielle en Ukraine (à cet égard, il est important d'enquêter sur l'empoisonnement de Viktor Yushchenko), sont pourtant un bon indicateur de ce qu'il se passe en Russie. Lorsque cette politique a échoué, la Russie en est revenue à sa vieille grille de lecture consistant à dénoncer l'influence des " ennemis " de la Russie, l'Occident a ainsi pu constater que la Russie le

considérait comme son ennemi.
La Russie essaye également de développer son influence en Europe occidentale via sa " diplomatie de l'énergie ", l'usage de l'anti-américanisme et par la division. A nous de ne pas nous laisser faire. Nous qui avons été sous le joug soviétique pouvons, en la matière, apporter notre expérience à nos amis d'Europe de l'Ouest.

Hubert Védrine

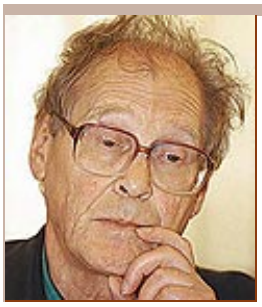
Ancien porte-parole de François Mitterrand (1988-1991) puis secrétaire général de l'Élysée (1991-1995), Hubert Védrine est ancien ministre des Affaires étrangères français (1997-2002). Il est président de l'Institut François Mitterrand.

« La démocratie ne surgit pas spontanément »

Source : L'Express
Référence : « La démocratie ne surgit pas spontanément », par Hubert Védrine, *L'Express*, 28 février 2005. Cette tribune fait partie d'une série de quatre textes sur la question « Faut-il cesser de ménager Vladimir Poutine ? ».

Cette question est paternaliste et suggère que nous, les Occidentaux, sommes les maîtres du monde et que c'est nous qui dictons les normes de la civilisation universelle et devons sanctionner leurs manquements. C'est une hubris que je rejette, bien qu'elle soit partagée sous des formes différentes par les Américains et les Européens.
La politique des États occidentaux vis-à-vis de la Russie ne pêche pas par complaisance mais par confusion. Quand j'étais ministre des Affaires étrangères, j'avais dénoncé la " guerre coloniale " de Tchétchénie et je n'avais pas été suivi. Les Occidentaux ne savent pas s'ils doivent considérer la Russie comme un partenaire stratégique, une menace ou une terre de mission. Aux États-Unis, Zbigniew Brzezinski milite pour la vigilance, les pétroliers de l'administration Bush sur la sécurisation des accords énergétiques tandis que d'autres à la Maison-Blanche ne voient en Poutine qu'un allié dans la guerre au terrorisme. En Europe, depuis le dernier élargissement, plus de pays parmi les 25 considèrent la Russie avec méfiance. Tout cela est cacophonique.
Nous devons être plus clairs sur la Tchétchénie, mais aussi sur la défense de nos intérêts concernant l'énergie, la justice russe dans le monde des affaires et les ventes d'armes. Pour le reste, Poutine est un patriote et un nationaliste. Son but est de laver l'honneur de la Russie, d'en faire un pays respecté et moderne, et, jusqu'à un certain point, de le démocratiser. Nous préférerions sans doute que les priorités soient placées dans l'ordre inverse, mais ce n'est pas à nous de peser sur ces choix. En outre, nous ne devons pas oublier que la démocratie ne surgit jamais de façon spontanée. Nous n'avons pas la même expérience historique que les Russes : quels conseils pertinents pourrions-nous donner ? Est-ce à nous de dire s'il faut nationaliser ou privatiser l'industrie pétrolière ? Élire ou nommer les gouverneurs ? La Russie va se moderniser, mais à son rythme et à sa façon.

Sergueï Kovalev



« Pour les libéraux, le temps n'est pas à l'ambition et aux chicanes »

Source : Novyie Izvestia
Référence : « ••••••••• •••••• •• •• ••••••• • •••••• », par Sergeï Kovalev, *Novyie Izvestia*, 2 Mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Sergueï Kovalev est ancien détenu à la Kolyma, militant des Droits de l'homme, ancien membre de la Douma du parti libéral Union des forces de droite (SPS) et figure au nombre des membres fondateurs du groupe moscovite d'Amnesty International. Il est un des fondateurs et président du Centre "Mémorial" , organisation créée à l'origine pour travailler sur le stalinisme et les crimes commis à l'époque soviétique. En 1996, sous la présidence de Boris Eltsine, Sergueï Kovalev a démissionné de son poste de responsable de la Commission présidentielle des droits humains, en reprochant au chef de l'État un revirement vers l'autoritarisme.

Mon 75ème anniversaire correspond avec les 20 ans de la Perestroïka. Si l'on juge d'après les principes que nous avions défendus alors, la Russie se trouve actuellement amenée sur le chemin d'un pays appelé l'URSS. La construction d'une démocratie dirigée dans le cadre d'une économie de marché libérale est en route. Cette construction rappelle ce qu'Anatoly Tchoubaïs avait qualifié d' " empire libéral ". Les vrais démocrates comprennent que l'impérialisme sous toutes ses formes conduit à l'esclavage, de tels gouvernements ne prennent pas en compte les droits élémentaires et les liberté du citoyen. Cette même politique hégémonique se met en place vis à vis des anciennes républiques de l'union. Le pouvoir présente ça à l'Europe comme un partenariat avec des états indépendants mais en fait il reconstruit le camp socialiste.
Les démocrates de la première vague étaient ouvertement carriéristes, le malheur de notre politique c'est le pragmatisme, il faudrait être idéaliste. Il faut choisir, soit l'opposition critique le pouvoir, soit elle est dans sa poche, entretenue et sous ses ordres. Ce pouvoir a d'ailleurs eu une idée géniale récemment : interdire les blocs politiques, depuis Iabloko et le SPS n'arrivent pas à former une organisation commune. Les leaders libéraux devraient comprendre que le temps n'est pas aux chicanes, c'est la vanité qui se cache sous des divergences d'opinions qui n'ont pas lieu d'être.
Contrairement à ce qu'a affirmé Boris Nadejdine pour le SPS, je ne pense pas qu'ils arrivent à former une liste commune pour les prochaines législatives. J'ai du mal à imaginer Kassianov ou Rijkov en nouveau leader démocratique, peut-être Kasparov car il ne faisait pas de politique auparavant. Le critère principal doit être l'absence de compromission. Tant que l'opposition travaillera en accord avec le pouvoir, elle ne présentera rien qui vaille.

Anna Politkovskaïa

« L'Allemagne est du mauvais côté »

Source : Der Tagesspiegel
Référence : « Deutschland steht auf der falschen Seite », par Anna Politkovskaïa, *Der Tagesspiegel*, 25 Février 2005.

Anna Politkovskaïa est journaliste, grand reporter du bihebdomadaire *Novaïa Gazeta* et a couvert le conflit

On se moque des mouvements démocratiques russes, Vladimir Poutine et Gerhard Schröder, ces derniers temps, se comportent comme des frères jumeaux avec leurs manifestations de sympathie mutuelle. Dans l'Allemagne actuelle règne une absence d'esprit critique vis à vis de tout ce que peut dire ou

tchétchène. Membre du comité Free Choice 2008. Elle est l'auteur de *Tchétchénie le déshonneur russe* et de *Voyage en Enfer, Journal de Tchétchénie*. Son travail lui a valu en février 2003 le prix du Journalisme et de la Démocratie, décerné par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

faire le président russe réélu. La Tchétchénie ? Du moment que notre gaz naturel arrive ! L'arrestation de Mikhail Khodorkovsky ? On regarde ailleurs, nos affaires n'en sont que plus florissantes après tout ! La presse muselée ? Le démantèlement de l'opposition démocratique ? Une affaire interne...
Quand, en Décembre 2004, Poutine a conseillé de manière insolente à tous les journalistes d'aller déguster leur dinde de Noël parce qu'il n'y a pas de guerre en Tchécthénie, personne n'a sillé. Nous pensions que l'Allemagne était à nos côtés dans la lutte pour la démocratie, mais nous n'avons plus d'illusion. Tous les appels, y compris les miens, sont restés sans réponse dans cette atmosphère de flagornerie. Une seule chose compte, Poutine parle allemand, on peut donc tout lui pardonner, même le piétinement de valeurs démocratiques essentielles en Allemagne. Après avoir exposé à un député, toujours en Décembre 2004, lors d'une visite de parlementaires allemands à Moscou, le cours catastrophique que les choses avaient pris en Russie sous Poutine. J'ai compris que le parlement allemand n'était pas prêt à s'engager dans le processus politique en Tchétchénie et à imposer des négociations entre le gouvernement et les rebelles.
Cela me rappelle fatalement les années de communisme, et le bon vieux principe de mépris humain. Le rideau de fer peut exister, la tyrannie régner derrière ce rideau tant que cela ne nous affecte pas, du moment que le pétrole et le gaz continuent d'arriver. Les millions de morts de la terreur stalinienne, le régime de stagnation de Brejnev ont-ils provoqué des vagues d'indignation ? Ce n'est pas très différent aujourd'hui, l'Europe nous accorde le droit de mourir entre nous, mais nous ne voulons pas mourir, nous voulons sauver la démocratie nouvellement gagnée.

David Howell

David Howell est ancien ministre conservateur britannique des Transports et de l'Énergie et ancien président de la Commission des affaires étrangères de la Chambre des communes. Il est aujourd'hui le porte-parole de l'opposition à la Chambre des Lords sur les questions d'Affaires étrangères.

« En défense de Vladimir Poutine »

Source : International Herald Tribune
Référence : « In defense of Vladimir Putin », par David Howell, *International Herald Tribune*, David Howell, 2 mars 2005.

Pour une fois l'Union européenne et George W. Bush ont trouvé un terrain d'accord : du mauvais côté. Ce thème unificateur est l'attitude vis-à-vis de la Russie.
George W. Bush n'a pas perdu une occasion, avant et après le sommet de Bratislava, de louer les vertus de la démocratie, sous-entendant ainsi que la fédération de Russie n'en était plus une et qu'on assistait à une dérive autoritaire sous la présidence de Vladimir Poutine. On a également entendu de vives critiques côté européen à propos de la volonté de Moscou de re-centraliser les exécutifs provinciaux. Les décideurs russes sentent de plus en plus qu'ils sont attaqués par les idéologues de Washington et les zélotes de Bruxelles. Cela pousse les Russes à se détourner de cet Occident qui les rejette et à se tourner vers l'Est, d'autant plus que cette région est appelée à devenir le centre de l'économie mondiale. Pour les Russes, leur pays est vaste est divers et il faut qu'un homme d'État quasi-miraculeux pour garder le pays uni après le traumatisme de la perte du statut de super-puissance et l'éclatement de l'URSS.

Il faut se souvenir également que la Russie a été énormément mise à mal par les mauvais conseils occidentaux de libéralisation de l'économie.
L'objectif des dirigeants russes est de stabiliser le pays, mais quoi qu'ils fassent, ils sont accusés de mal faire à l'étranger. Poutine s'attaque aux oligarques comme Mikhail Khodorkovsky et Boris Berezovski et il est accusé de pratiquer l'arbitraire, mais a-t-il une politique arbitraire ou bien combat-il un pouvoir arbitraire ? Concernant sa politique étrangère, notons que l'attitude vis-à-vis de l'Iran n'est pas très différente de celle de l'Union européenne. Et si la vente d'armes à la Syrie et la politique en Tchétchénie sont contestables, ce n'est pas une raison pour s'aliéner un pays au potentiel énergétique essentiel pour l'Europe et qui pourrait mal évoluer si l'occident l'attaque.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
Directeur de la publication : Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
Abonnements
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .